

# AVIS DE K.O SOCIAL

**DIMANCHE 26 SEPT 2004  
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE  
PARIS - 15H00-19H00**

AC! (AGIR ENSEMBLE CONTRE LE CHOMAGE) - ACT-UP PARIS - AGIR CONTRE LA GUERRE  
LES AMIS DE LA TERRE - ASSOCIATION DES MEDECINS URGENTISTES DE FRANCE  
BABYLON CIRCUS - BLACK BOMB A - CO-ERRANCES  
COLLECTIF NATIONAL POUR LES DROITS DES FEMMES - COLLECTIF DES EXILES  
COMITE DE SOUTIEN A CESARE BATTISTI - CONFEDERATION PAYSANNE  
DAL - DROITS DEVANT!! - EDUCATION SANS FRONTIERES  
FEMMES SOLIDAIRES - UNION SYNDICALE G10 SOLIDAIRES - GISTI - JAYA  
LEVA - LIGUE DES DROITS DE L'HOMME - MARCEL ET SON ORCHESTRE  
MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES - MARC SENS - OAI STAR - PARIS DISSIDENT  
PATRICE CARATINI - PULSART - RACHID TAHA - RAS L'FRONT - REFLEX(E)  
RESEAU SORTIR DU NUCLEAIRE - RODOLPHE BURGER - SNES - FSU  
SOURIEZ VOUS ETES FILME - ES - SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE  
SURVIE - TETES RAIDES - YANN TIERSSEN - VAMOS!

**INFO- PETITION : [WWW.AVISDEKOSOCIAL.ORG](http://WWW.AVISDEKOSOCIAL.ORG)**

Plan des interventions

# Plan des interventions

KO social	3
Culture	5
Éducation	8
Environnement	12
Europe	14
Femmes	18
Justice	20
Liberté de circulation & d'installation	26
Logement	29
Précarité	30
Répression du mouvement social	31
Santé	33

## KO social

Nous nous battons pour nos vies, et pour tout ce qui peut les rendre belles et joyeuses : la liberté d'aller et de nous installer où nous voulons ; le droit à un revenu décent, qu'il soit ou non lié à un emploi ; un logement où vivre ; l'accès à un système de santé de qualité pour tous et toutes ; l'égalité effective entre les hommes et les femmes ; un usage intelligent de toutes les ressources de notre planète ; la visibilité et les droits de tous ceux et celles que, parmi nous, on appelle « minorités » ; la libre circulation du savoir, des progrès techniques ou scientifiques ; l'art ; des systèmes sociaux, politiques, éducatifs et économiques au service des besoins et des désirs de tous et toutes ; etc.

Nous pouvons continuer la liste ensemble.

Nos luttes peuvent être locales ou globales : nous n'admettons pas les frontières qui nous sont imposées et que rien ne légitime.

Aujourd'hui, nous sommes sur la défensive. La majorité actuelle, relayée par les médias les plus influents, ne cesse de pervertir -dans la lignée de celle qui l'a précédée- les valeurs que nous défendons en détournant les mots de leur sens et en développant toute une rhétorique trompeuse autour du « social » (« fracture sociale », il y a 9 ans, « cohésion sociale » aujourd'hui).

Le trouble semé ainsi dans les esprits permet à Chirac et son gouvernement des lois et des pratiques administratives qui vident de leur substance tous les droits vitaux, acquis après de nombreuses luttes :

- Les inégalités entre les différentes composantes de la population s'accroissent toujours plus vite, privant ainsi les services publics, démantelés sous l'alibi de la construction Européenne, des moyens d'assurer leur mission.
- Les chômeurs-euses, les recalculé-es, les précaires, sont de plus en plus nombreux-euses, confronté-es à une grave crise du logement, voyant leur accès au système de soins compromis. Les plus fragiles, sans papiers, sans abris, nomades, RMistes, précaires, malades, détenu-es, prostitué-es, « jeunes-des-banlieues », usager-es de drogues, etc., mis-es sous tutelles par les nouvelles technologies de

surveillance et de contrôle, sont visé-es comme victimes expiatoires par une politique de plus en plus répressive.

- La démagogie désormais participative : La majorité a essuyé deux grands échecs électoraux et refuse de modifier la politique qu'elle impose depuis plus de deux ans. Pire, elle bafoue la démocratie même lorsqu'elle prétend remettre en cause les droits à la résistance et à la contestation qui en sont aux fondements, en tentant de museler la société civile et l'ensemble du mouvement social (procès, violences policières, suppression de subventions...).
- Tout cela profite à une politique de repli sur soi et de haine de l'autre prônée comme seule alternative valable par les droites extrêmes et populistes, relayée de fait par les politiques gouvernementales européennes.

Face à un tableau si noir, comment croire que la moindre action pourrait avoir de l'effet ? Nos ennemis paraissent si lointain : le gouvernement français (et les autres), les parlementaires, le Medef, qui exerce un chantage au travail sur les salariés, tout en profitant des cadeaux fiscaux qui lui ont été accordés depuis des années, les institutions européennes, le FMI, la Banque mondiale, etc. Toutes ces structures, les gens qui les font vivre, et qui déterminent nos vies, semblent tellement inaccessibles.

Il n'en est rien. Ces gens, ces structures n'ont comme légitimité et comme pouvoir que ce que nous voulons bien leur accorder. Il est temps de leur résister, massivement.

Le KO social est un des outils de cette résistance. Individus, artistes, associations, syndicats - nous sommes réunis parce que nous avons des combats en commun, parce que nous ne voulons pas nous résigner, parce que nous avons des expériences à faire partager, parce que nous aimons faire la fête ensemble et parce que nous avons besoin de tous et de toutes pour continuer nos luttes.

Nous nous battons pour nos vies, et pour tout ce qui les rend belles et joyeuses.

26 septembre 2004

## Culture / I

C'est Patrick Le Lay, le patron de TF1, qui l'a dit : "Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (...)" Mais il n'a pas dit toute la vérité : son "métier", c'est aussi d'attiser la guerre entre les individus, de banaliser l'humiliation sociale dans des jeux délibérément méprisants et dégradants. Son "métier", c'est encore de contribuer puissamment à l'élection d'un Parlement droitier et de soutenir le Gouvernement néo libéral de Raffarin-Sarkozy-Perben, en exploitant de manière éhontée les angoisses et les peurs, en cultivant une idéologie sécuritaire dangereuse pour les libertés publiques.

Cette sortie de Le Lay, si elle a le mérite d'une certaine franchise, montre en vérité à quel niveau de violence les puissances de l'argent et du libéralisme économique sont prêtes à se hisser pour satisfaire des appétits financiers toujours grandissants. Les propos du PDG de TF1 viennent à point nommé nous rappeler que rien n'est jamais acquis, pas même les fondements de notre démocratie qui reposent, entre autres, sur des valeurs et de solides exigences en matière d'éducation, aiguissant le goût de la connaissance tout autant que l'esprit critique, à l'opposé donc de toute tentative d'abrutissement généralisé ou de mise en condition des cerveaux.

Dans le même temps, on voit émerger bruyamment de petits potentats municipaux ou régionaux qui entendent mettre au pas les artistes et les acteurs culturels : mises à pied brutales de responsables de structures culturelles, de festivals, de théâtres, de compagnies, évacuations de squats artistiques, suppressions pures et simples d'aides financières, etc. Trop d'élus, suivant en cela les analyses péremptoires du MEDEF, expliquent à leur tour qu'il y a trop d'artistes, trop de spectacles, trop de compagnies, trop d'écrivains, trop d'intermittents, bref trop de poètes et trop de liberté pour penser et pour créer. Au même moment, on constate des diminutions drastiques dans les crédits d'intervention de l'Etat. Cela concerne aussi bien les enseignements artistiques que les programmes de coopération avec les écrivains et les artistes en milieu scolaire ou universitaire.

Des artistes qui refusent la soumission et la superficialité se voient virés des prisons et des hôpitaux où, parfois depuis de longues années, ils travaillaient dans la dignité avec les enfermés. Tous ceux qui ne se soumettent pas à l'idéologie très tendance du "décervelage" généralisé se voient ainsi menacés d'exclusion du champ de leurs activités. En vérité le risque est grand de voir se profiler un immense naufrage de la pensée.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est pas seulement, par instinct corporatiste, la survie des professionnels de l'art et de la culture. C'est le devenir de la société elle-même qui est mis en cause. C'est la question de la place de l'art et de la culture dans notre civilisation qui se trouve posée.

Les artistes, les écrivains, les acteurs de la vie culturelle, tels ceux qui ont pris l'initiative de ce rassemblement d'aujourd'hui, peuvent compter sur le soutien actif du Groupe Réflex(e) pour continuer à s'interroger ensemble sur les enjeux de civilisation qui sont, maintenant et dans l'urgence, devant nous.

## Culture / II

Il est à savoir que : L'abrogation du protocole d'accord UNEDIC actuellement en vigueur n'aura probablement pas lieu.

Il est à savoir que : Une expertise citoyenne de l'UNEDIC subventionnée par (les collectivités locales ou régions) et commanditée par la CIP IDF concernant les annexes 8 et 10 est actuellement en cours.

Il est à savoir que : Les négociation ne devraient pas trop tarder si l'on en croit les sous-entendus des calendriers.

Il est à constater que : Au jour d'aujourd'hui + de 63% des artistes et techniciens du spectacle se retrouvent exclus d'un système d'assurance chômage qui leur est pourtant destiné.

Il est à savoir : Qu' aucune des revendications des intermittents du spectacle n'a reçu de réponse favorable de la part du MEDEF, de l'état et de la CFDT, en ce qui concerne le fonctionnement de leur régime d'assurance chômage.

Il est à savoir que : La demande de la part des intermittents d'une table ronde et d'un débat publique avec l'ensemble des concernés n'a toujours pas été entendu.

Il est à savoir que : Au jour d'aujourd'hui le gouvernement n'a toujours pas joué son rôle de médiateur entre l'ensemble des concernés.

Il est à savoir que : La SACEM détient le monopole de la gestion des droits d'auteurs, de leurs attributions et de leurs redistributions.

Il est à savoir que : La SACEM est seule juge et partie en ce qui concerne la définition d'artiste compositeur.

Il est à constater que : Les musiques électroniques ne sont toujours pas considérées comme une œuvre artistique française dans le calcul des quotas de diffusion.

Il est à constater que : Il n'est toujours pas permis d'organiser des freeparty, soirées gratuites, sans l'aval de la préfecture, et ce afin de ne pas faire d'ombre aux boîtes de nuit et autres organisateurs de soirées payantes.

Il est à constater que : La censure organisée par les médias est terrifiante.

Il est à savoir que : Le gouvernement achète les media pour pouvoir censurer.

Exemple : TF1 et France Télévision sont associés par le biais du ministère des Affaires culturelles et de la communication dans la création d'une chaîne d'information, chaîne d'information internationale qui sera dirigée par TF1 et qui sera subventionnée à concurrence de (" .... millions d'euro ") par le Ministère de la culture via France Télévision.

Il est à constater que : Il y a une véritable désinformation en France.

Il est à constater que : Le gouvernement " MENT ". Il fait passer des lois pour telle ou telle raison puis l'on découvre plus tard que le but de ces lois est de toute autre nature.

Exemple : La loi sur la confiance en l'économie numérique dite LCEN ou loi LEN a pour but initial de faire la guerre aux copies pirates des œuvres musicales sur le net, en en interdisant le libre échange s'il n'y a pas de rémunération des artistes.

Or, depuis sa mise en application, je n'ai entendu parler que de l'engagement de poursuite et de la fermeture par l'État d'un petit site qui militait contre la répression et les violences dans les prisons (le nom du site : " Mutin.org ").

Le gouvernement " MENT "

Notre gouvernement cherche d'abord à museler la culture en la sacrifiant au profit de la consommation et de la rentabilité, puis, comme le ferait tout état totalitaire, il ne lui restera plus qu'à éradiquer les minorités aux opinions contestataires " s'il en reste ".

La culture est un des liens fondamentaux entre l'éducation, le choix de vie et la philosophie si l'on bride ou détourne ces liens, si l'on censure, alors seules les élites auront...

## Éducation / I

Dans de nombreux lycées et collèges, dans les facs aussi, beaucoup de jeunes galèrent parce qu'ils sont étrangers et sans papiers. Non seulement ils sont de fait privés du droit de mener une vie normale et de rêver d'avenir, mais ils sont parfois menacés d'une expulsion pure et simple...

En juin dernier, des enseignants, des personnels de l'Education nationale, des parents d'élèves, des éducateurs, des collectifs, des syndicats et des organisations attachées à la défense des droits de l'homme ont décidé la création d'un réseau de soutien aux élèves sans papiers, nommé Education sans frontières et lancé :

L'« appel a la régularisation des sans papiers scolarisés » :

Ces derniers mois, les personnels, les parents et les élèves d'établissements scolaires ont obtenu de haute lutte la régularisation d'élèves et de parents d'élèves sans papiers que des lois iniques menaçaient d'expulsion. Zarianta, Renata, Fanie, Leopoldo, Gladys, Sandrina, d'autres encore, sont sortis de la clandestinité grâce a la solidarité. ce sont des élèves que rien n'aurait distingué de leurs camarades si leurs vies n'avaient été secrètement gâchées depuis leur majorité par le refus des autorités de leur accorder le titre de séjour leur permettant de vivre normalement avec leurs familles. La mobilisation des personnels, des élèves et des parents, de leur quartier, les relais qu'ils ont su trouver auprès de personnalités locales et nationales, de milliers d'anonymes aussi, l'écho que la radio, la télévision et la presse ont parfois donné a leur action ont permis d'arracher ces jeunes a la clandestinité. pour eux, tout est bien qui finit.

Cette victoire, c'est d'abord la leur. parce qu'ils ont trouvé le courage de dire les choses, de ne pas rester isolés. Mais c'est aussi et peut-être plus que tout, celles des jeunes, des centaines de leurs camarades lycéens et collégiens qui se sont mobilisés avec eux.

Pourtant, pour ces quelques cas résolus, des milliers d'autres jeunes, d'enfants, d'étudiants également, subissent, eux aussi, le drame de la privation du droit a une existence décente, l'obsession de l'interpellation, la peur d'une expulsion pratiquée dans des conditions souvent honteuses, l'angoisse d'un avenir bouche par la privation du droit de poursuivre des études supérieures, de travailler, d'avoir un logement, de bénéficier de la sécurité sociale, bref, la peur d'être condamnés au dénuement et aux conditions de vie indignes auxquels sont réduits les sans-papiers.

Il est inconcevable d'imaginer des enfants, des élèves, vos copains, les copains de nos enfants, menottes, entravés, baillonnés et scotchés a leurs sièges d'avion pendant que leurs camarades étudieraient paisiblement « *j'écris ton nom, liberté* » et que, sans trembler, on rayerait les noms et prénoms des bannis sur les listes d'élèves.

Il est du devoir de chacun, nous tous qui sommes ici ce soir pour soulever le monde, d'agir pour tirer ces jeunes de la situation qui pourrit leur vie,

- Agir pour eux, déjà souvent malmenés par des existences chaotiques.

Agir aussi pour faire a tous la démonstration que justice, altruisme, solidarité, dévouement a une cause commune ne sont pas des mots vides de sens, qu'enseignants et parents font ce qu'il faut quand des jeunes sont victimes d'injustice ou plongés dans des situations intolérables.



Agir, enfin avec les jeunes eux-mêmes. qui, s'ils sont associés à des combats justes, renoueront avec des traditions de solidarité, de combat collectif qui leur permettront peut-être, leur vie durant, de faire en sorte que le monde dans lequel ils sont appelés à vivre soit plus fraternel et ouvert à tous.

Nous tous qui sommes rassemblés ce soir, constituons une force. elle doit peser pour que cesse la situation d'exclusion que vivent les élèves sans papiers.

Nous appelons au développement d'un réseau de solidarité avec les jeunes sans papiers scolarisés, à l'échelle nationale (voire à l'échelle européenne).

Nous vous appelons

À vous associer à cet appel,

À le reproduire,

À le faire circuler

À entrer en contact avec nous.

C'est un beau combat ! il mérite vraiment d'être mené ! on a déjà marqué des points, il peut être gagné ! il doit être gagné. et s'il l'est, ce sera une étape dans la lutte contre la dévastation sociale, contre la misère matérielle et morale dont le concert de ce soir doit être le signal !

## Éducation / II

### Education et Europe

Cette année pour la première fois un texte réglementaire du ministère de l'éducation faisait référence aux textes européens. Est ce une harmonisation , une convergence souhaitée ou bien se voit-on imposer de nouveaux modèles éducatifs au nom de l'Europe ?

La France n'est pas le seul pays européen qui prépare ou met en place des réformes de son système éducatif : le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Tchéquie mais également d'autres pays réforment leur système éducatif . Ces réformes sont liées au processus de Lisbonne et à ses suites. La France est inscrite dans le cadre de ce processus.

Le problème, c'est que les objectifs choisis et appliqués deviennent une norme « indiscutable », sans réflexion sur les causes et le sens de ces choix. Or, ceux-ci ont déjà des incidences sur les orientations pédagogiques mais également sur l'organisation des établissements, le recrutement des chefs d'établissements, la mise en concurrence des établissements, les salaires.

La priorité est l'économie dite « de la connaissance » pour permettre la compétitivité de l'Europe et l'employabilité.

L'Efficacité économique, c'est utiliser au mieux les investissements sachant que les salaires sont le coût principal (80 à 90%), il faut donc réduire la masse salariale et augmenter la productivité par le salaire au mérite. L'allongement de la durée du travail peut aussi éviter les coûts de recrutement et de formation de nouveaux maîtres. Et c'est ainsi que cette rentrée est marquée par un budget désastreux qui va aboutir à des suppressions massives de postes, bien au delà de l'évolution démographique et à un développement de la précarité sans précédent en ce qui concerne les profs non titulaires.

ET AVEC CECI ? CE S'RA TOUT ?

NON !

L'employabilité , quant à elle, suppose par exemple l'utilisation de l'informatique mais uniquement pour permettre la diffusion d'information et non pour permettre d'aborder des contenus pédagogiques. On veut réduire les sorties sans qualification, mais en limitant les compétences de base à des compétences assez limitées et évaluées par des tests standardisés conçus par des labos privés anglo-saxons.

Bref, l'employabilité, c'est pour les jeunes sans qualification.

ET AVEC CECI ? CE S'RA TOUT ?

NON !

La mobilité, c'est pour les plus diplômés ! Cependant, si la mobilité suppose la connaissance d'autres langues, l'anglais dans un premier temps, ce sera l'anglais de communication internationale, aucune prise en compte du culturel...

Nous refusons que les modèles les plus libéraux nous soient imposés.

Nous voulons réaffirmer une véritable ambition pour tous les jeunes. Cela passe par une élévation des niveaux de qualification pour que tout le monde trouve sa place dans une société plus juste.

*Intervention SNES-FSU*

## Environnement / I

-2 minutes-

*Intervention Réseau sortir du nucléaire*

## Environnement / II

Exploitation industrielle des forêts tropicales, extraction anarchique des ressources minières et pétrolifères, gigantisme des barrages hydroélectrique, diffusion de semences OGM stériles et douteuses.

Notre terre encaisse les coups porté pour la course au profit, mais s'attaquer aux forêt aux rivières aux champs, c'est mettre en péril les populations qui en dépendent, derrière la crise environnementale se cache le KO social !

Les Amis de la Terre défendent depuis plus de 30 ans le principe de sociétés durables au Nord comme au Sud et affirme l'indivisibilité des droits environnementaux et sociaux. Cela signifie que le Nord doit réduire de façon importante le gaspillage des ressources naturelles, favoriser les énergies renouvelables et préserver la biodiversité. Le Sud pourra ainsi utiliser ses ressources pour permettre à chacun de vivre dignement en évitant les erreurs du mode de développement du Nord.

Le partage équitable des ressources de la planète est le meilleur moyen pour diminuer nombres de tensions – nations et internationales- et pour amener une paix durable.

Les activités économiques doivent contribuer à construire ces sociétés durables. Il faut qu'un cadre juridique international impose aux entreprises de respecter l'environnement et les populations.

Parce qu'aujourd'hui 20 % de la population mondiale consomme 90 % des richesses naturelles, nous appellons les citoyens à remettre en cause leur modèle de consommation : promouvoir les énergies renouvelables et soutenir le commerce équitable sont de réelles alternatives à la crise environnementale pour dire non au KO social !!

*Intervention les Amis de la Terre*

## Environnement / III

-2 minutes-

*Intervention les Confédération paysanne*

## Europe / I

Comme Arno, le chanteur, nous disons : «Putain, putain , c'est vachement bien, nous sommes quand même tous des européens !».

Nous sommes pour l'Europe, mais pas l'Europe que nous prépare la constitution qui va être soumise à referendum.

Une autre Europe est possible, une Europe plus sociale et plus démocratique. Et pas une Europe où les décisions restent entre les mains d'experts et du Conseil (réunion des chefs de gouvernement ou des ministres), sans véritable contrôle parlementaire et citoyen.

La constitution devrait se contenter de définir les relations entre les institutions politiques, or cette constitution impose des orientations libérales dans le domaine de la politique économique et sociale. Ces choix là doivent être faits par les électeurs et doivent pouvoir évoluer en fonction du débat politique et démocratique.

Par exemple, sur la question des services publics, il est écrit dans la constitution (article 1-3) que « l'Union offre à ses concitoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché où la concurrence est libre et non faussée ». Ce qui voudrait dire que les services publics ne sont admis que s'ils ne faussent pas la concurrence. Or par définition, si on a un service public d'éducation, de santé ou la poste, c'est parce que la concurrence ne permet pas d'assurer un service égal pour tous.

L'Europe que nous propose la constitution, c'est une Europe qui met en concurrence les travailleurs des différents pays, comme le montre l'exemple des délocalisations. C'est l'Europe anti-sociale. C'est aussi une Europe qui met en concurrence les Etats, une Europe dans laquelle l'Etat gagnant, c'est celui qui baisse le plus les impôts, qui entraîne les autres à faire la même chose, et après il n'y a plus d'argent pour les dépenses d'éducation, de culture, d'infrastructure.

Une autre Europe est possible si on remplace la concurrence par la coopération et la solidarité. C'est ce qui s'est passé par exemple avec l'Espagne et le Portugal qui ont rattrapé en partie leur retard de niveau de vie. Aujourd'hui, les fonds qui devraient permettre aux 10 nouveaux pays de rattraper leur retard sont très insuffisants. Ainsi la Pologne doit réformer son agriculture mais ses paysans sont indemnisés 5 fois moins que les paysans français, l'Etat polonais baisse donc l'impôt sur les sociétés pour attirer des entreprises et Sarkozy menace de réduire les subventions européennes aux polonais. Ce jeu de la guerre de tous contre tous est une impasse pour l'Europe.

Ce n'est pas cette Europe de tous contre tous que nous voulons mais une Europe basée sur la coopération et la solidarité !

## Europe/ II

Le déficit démocratique du projet de traité constitutionnel saute aux yeux : au lieu de définir un cadre général de principes et de droits, c'est une compilation de politiques prêtes à l'emploi.

La charte des droits fondamentaux, dont certains considèrent l'intégration au traité comme une avancée notable, est ainsi vidée de son contenu : il est en effet précisé qu'elle ne s'applique qu'à condition de respecter les objectifs politiques et économiques de l'Union. Aucun texte constitutionnel national ne va aussi loin dans la définition de politiques lourdes de menaces pour les droits fondamentaux. Les conventionnels ont ainsi refusé d'entendre les associations qui demandaient à ce que soit retiré l'article appelant "au partenariat et la coopération avec des pays tiers pour gérer les flux de personnes demandant l'asile". Ce vocabulaire économique (flux, gérer....) dit bien les priorités de l'Union : les demandeurs d'asile ne sont pas des individus qu'il s'agit de protéger mais des gêneurs dont il faut se protéger. Derrière cet projet c'est la coopération avec Khadafi et les camps pour demandeurs d'asile qui sont constitutionnalisés.

Il importe donc de rompre avec cette construction européenne qui depuis des décennies s'est construite sur les principes de la discrimination et de la ségrégation. La définition de la citoyenneté européenne contribue ainsi à mettre encore un peu plus à l'écart une grande partie des populations immigrées. Si un français fraîchement établi en Pologne peut voter aux élections municipales de Varsovie ou d'ailleurs, le Sénégalais installé à Paris depuis des décennies en est toujours empêché. Ce mépris de l'égalité des droits va même jusqu'à créer des catégories de sous-citoyens : ceux qui sont appelés les nouveaux entrants ne sont ainsi autorisés à travailler dans la plupart des pays de l'Europe des 15 qu'à condition qu'ils se soumettent à l'arbitraire d'un patron donneur d'ordre autorisé à n'appliquer que des normes minimales en matière de droit du travail.

Cette constitution construit un encadrement très strict et dont l'orientation sera très difficile, juridiquement et politiquement, à remettre en cause une fois adoptée. Il est même inscrit que les Etats membres travailleront en étroite coopération avec l'OTAN. Cette clause donne aux Etats-Unis un droit de veto sur la politique étrangère et de défense européenne.

Ce n'est pas cette Europe de la discrimination et des inégalités entre résidents que nous voulons mais une Europe démocratique, et basée sur la coopération et la solidarité !

*Intervention Vamos*



## Europe / III

En France, nous le savons, le Front National a le moral dans les chaussettes. Mais il garde sa base électorale.

Pire, il prospère, dans les anciennes régions industrielles, sur la misère sociale et sur la faiblesse de la gauche. Une gauche qui ne veut rien, qui ne promet rien et qui en conséquence ne fait rien pour enrayer le déclin entraîné par la mondialisation libérale. Tandis que la droite libérale, en France et ailleurs, remet en cause les conquêtes sociales et les libertés individuelles et collectives

C'est dans ce contexte, qu'en Europe, les extrêmes droites et les populistes xénophobes et autoritaires progressent :

- en Flandre Belge, ils font 70% dans certains quartiers d'Anvers ;
  - en Carinthie Autrichienne, où Haider dépasse les 40% ;
  - en Pologne où l'extrême droite réunit plus du quart des voix.
- Ou encore en Suisse avec l'UDC de Blöcher ;
- en Grèce, une extrême droite cléricale et xénophobe effectue une percée à Athènes ;
  - en Allemagne les néo-nazis sommairement relookés du NPD frôlent les 10% en Saxe ;
  - tandis que les néofascistes anglais du BNP ont quadruplé leurs voix.

Dans toute l'Europe ces mouvements prônent le repli nationaliste et xénophobe contre ce qu'ils appellent « l'Europe cosmopolite et marchande ».

Ils cherchent à convaincre d'importantes franges des couches populaires, qui ne croient plus à la solidarité de classe, de lui substituer la solidarité de couleur de peau, qui pourtant affaiblit et divise tous les combats nécessaires.

Des millions de personnes se trompent de colère, suivent les démagogues et investissent leurs énergies dans les impasses de la haine des autres. Et le phénomène risque de s'amplifier dans les années à venir.

C'est une autre Europe, sociale, démocratique, pacifique, où tous les résidents jouiront de nouveaux droits qui constitue une alternative face à une Europe ultra-libérale, élaborée par les fonctionnaires de Bruxelles, génératrice d'encore plus d'inégalités sociales.

Ne nous trompons pas ! Dire « non ! » ne peut suffire ! C'est en agissant pour une Europe sociale que nous pourrons à la fois écarter le danger d'une Europe libérale et d'un repli autoritaire et xénophobe.

Ce n'est pas cette Europe xénophobe que nous voulons mais une Europe sociale, démocratique et pacifique !

## Europe/ IV

Le débat qui va s'ouvrir autour de la Constitution Européenne doit être l'occasion de questionner les enjeux politiques et sociaux de la construction européenne. Nous devons nous saisir de l'année qui s'annonce pour faire entendre une autre voix et dessiner les contours d'un projet politique et social en rupture avec les dogmes ultra-libéraux qui ont guidés jusqu'alors la construction européenne. Nous ne pouvons décemment nous satisfaire plus longtemps d'une Europe qui revient chaque jour un peu plus sur nos droits sociaux et politiques, d'une Europe où ne cessent de s'accroître les inégalités sociales, d'une Europe qui se décide sans nous, malgré nous.

Pour cela, nous devons affirmer avec force l'Europe que nous voulons construire. Une Europe qui aide à l'harmonisation par le haut des droits économiques et sociaux : droit à un emploi de qualité avec un revenu décent, droit à une sécurité sociale garantissant un accès égal aux soins et à la santé, droit à une retraite permettant de vivre correctement, élargissement et consolidation des services publics et des outils de solidarité. Contre le règne du profit, de la finance et du tout-sécuritaire, il nous faut rappeler que d'autres choix sont possibles, des choix qui fassent réellement droit à l'égalité, à la solidarité, à la justice sociale. Il nous faut affirmer que l'Europe qu'on nous propose n'est pas inéluctable mais qu'elle relève de choix politiques auxquels nous sommes en droit de nous opposer.

Afin d'imposer une telle alternative, il y a une urgence réelle à ce que l'ensemble du mouvement social se jette dans la bataille, et ce aussi bien à l'échelle française qu'à l'échelle européenne. Pour cela, la tenue du troisième Forum Social Européen à Londres en octobre sera une étape décisive dans la mise en mouvement d'une riposte européenne à l'offensive anti-sociale que nous subissons aujourd'hui. Il sera aussi l'occasion de rappeler, contre toute tentative de repli identitaire, que ce ne sera pas les uns contre les autres que nous parviendrons à défendre nos acquis sociaux. Mais au contraire que ce sera toutes et tous ensemble que nous pourrons imposer d'autres choix pour une autre Europe .

*Intervention G10 solidaire*

## Femmes / I

Cette intervention est faite au nom d'associations qui luttent pour l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que contre l'oppression spécifique qu'elles subissent en tant que femmes.

\* Nous condamnons les politiques libérales qui privilégient la rentabilité au détriment des droits humains.

Nous condamnons la politique du gouvernement, de régression sociale et de précarisation. Au nom de la libre concurrence et de la construction de l'Europe libérale, il fait des coupes claires dans l'indemnisation du chômage, fragilise de nouvelles catégories de populations et crée le RMA, un emploi forcé contre un salaire de misère. Il démantèle la Sécurité sociale, s'attaque au Code du travail, cherche à casser tous les services publics, induisant au passage pour les femmes une augmentation du travail domestique.

Dans ce modèle de société là, les femmes sont et seront toujours les premières touchées : elles subissent de plein fouet le chômage, la précarité, le temps partiel, les salaires inférieurs, les retraites amputées...

\* Aujourd'hui, dans toute l'Europe et de manière différente, l'ordre moral, l'ordre religieux, les interdits tentent de s'imposer. Nous avons toujours combattu pour que les femmes vivent librement leur sexualité, choisissent d'être lesbienne ou hétéro, choisissent d'avoir ou non un enfant. Les intégristes et les réactionnaires de tous bords veulent quant à eux leur dénier tous ces droits et les renvoyer à leurs soi-disant rôles traditionnels d'épouse et de mère. Nous condamnons l'ingérence des religions dans les décisions de la vie publique et défendons la laïcité.

\* Nous condamnons le fait que l'égalité des droits entre Français-es et immigré-es ne soit toujours pas réalisée, que les femmes immigrées ne bénéficient toujours pas d'un statut d'autonomie et que certaines d'entre elles doivent subir l'application des codes de statut personnel de leur pays d'origine, situation permise par les accords bilatéraux.

\* La mondialisation libérale milite pour une société entièrement basée sur la logique du profit, une logique qui fonde les nationalismes, les militarismes et qui a comme immédiate conséquence, le développement des guerres. Les femmes en sont les premières victimes,, contraintes à l'exil, violées, vendues, prostituées.

Après les armes, la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle constitue la troisième source de profits pour le crime organisé international ; dans l'Union européenne, 500 000 femmes originaires d'Europe de l'Est et d'Afrique sont victimes de la traite.

\* Dans le projet de Constitution européenne, l'égalité homme-femme n'est pas inscrite comme une valeur fondatrice mais reléguée dans l'énumération des discriminations de différents groupes et minorités. Les femmes ne sont ni un " groupe " parmi d'autres groupes, ni une sorte de minorité. Elles sont la moitié de l'humanité et la moitié de chaque " groupe " ou minorité ! C'est pour cela que le principe d'égalité homme/femme doit figurer parmi les valeurs de l'identité démocratique européenne, dont le respect conditionne la candidature et l'adhésion de tout état à l'union.

\* Nous voulions dans cette intervention insister particulièrement sur les violences à l'encontre des femmes qui restent la violation des droits humains la plus répandue dans le monde. Des

violences qui s'exercent tout au long de leur vie, dans la famille, dans l'espace public et au travail : violences dans le couple qui trop souvent aboutissent à des meurtres et non comme on l'entend trop souvent à des crimes " passionnels ", agressions sexuelles, viols, harcèlement sexuel, agressions liées au lesbianisme, traite des femmes, système prostitutionnel, mariages forcés, mutilations sexuelles, image dégradante de la publicité, violences dans le langage quotidien.

Des violences qui continuent de toucher nombre de filles et de femmes, de la plus jeune à la plus âgée, dans toutes les couches sociales, dans tous les lieux, et notamment au domicile, dans les quartiers les plus huppés comme dans les cités de banlieues.

Des violences qui ne sont pas le seul fait de la mondialisation néo-libérale, de la misère ou de l'accroissement de la violence en général dans notre société, même si ces situations sont un facteur d'aggravation des violences. Des violences qui trouvent essentiellement leurs origines dans la domination masculine qui marque toujours, quoiqu'on en dise, les rapports de sexe. La violence contre les femmes constitue encore une norme profondément ancrée dans les cultures et les mentalités, norme qui dénie aux femmes l'égalité des droits avec les hommes.

Nous vous invitons à participer nombreux et nombreuses :

- aux 6h contre les violences, le dimanche 21 novembre à l'espace Reuilly ;
- à la manifestation nationale contre les violences faites aux femmes, à Paris le samedi 27 novembre.

\* Nous, femmes et hommes, militantes et militants, nous devons refuser que de nouvelles générations de femmes soient sacrifiées à des courants de pensée, à des forces idéologiques, économiques, culturelles, religieuses qui menacent constamment leurs droits. Nous refusons que se perpétuent ces inégalités et ces souffrances. Les remettre en cause, c'est une condition incontournable pour construire une société juste et égalitaire pour tous et toutes.

*Intervention Collectif national des droits des femmes /  
Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté*

Justice / I

-3 minutes-

*Intervention Ligue des Droits de l'Homme/  
Syndicat de la Magistrature*

## Justice / II

Aujourd'hui, la lutte contre le terrorisme permet avant tout de faire passer une politique de régression sociale. Les attentats du 11 septembre 2001 ont été un prétexte pour que les gouvernements des Etats puissances mettent en place des politiques sécuritaires. Que ce soit aux Etats-Unis avec le Patriot Act ou en France avec les Lois sur la Sécurité Quotidienne (LSQ) ou les Lois sur la Sécurité Intérieure (LSI), nous assistons à une répression féroce. Elle s'exprime de différentes façons : de la répression des mouvements sociaux à la multiplication des contrôles policiers – touchant bien entendu les populations d'origine immigrée – en passant par des lois racistes.

Pour exemple, la manifestation du 10 juin 2003 contre la réforme des retraites s'est soldée par l'intervention violente des CRS, faisant plus d'une soixantaine d'arrestations. Autre exemple, les sanctions menées envers les grévistes d'EDF protestant contre le changement de statut de leur boîte... Et la liste est longue encore...

Nous sommes tous des victimes de ce système répressif. Nous subissons de plein fouet les différentes attaques sociales et leurs conséquences.

Ces attaques ne sont pas sans lien avec les politiques internationales menées dans le monde par nos gouvernements. Aujourd'hui, le gouvernement français préfère augmenter le budget de la défense au détriment de l'éducation, de la santé, ...

Se battre contre la guerre et les occupations, c'est se battre pour une justice internationale. Il n'y aura pas de justice en France tant que les occupations en Irak, en Palestine, en Tchétchénie continueront.

Une seule réponse à ces injustices : la mobilisation de masse. La prochaine échéance est le Forum Social Européen, qui aura lieu au mois d'octobre à Londres. Pour stopper le racisme, la guerre, les occupations dans le monde et les privatisations, soyons le plus nombreux possible au FSE.

Notre force, c'est notre nombre. Tous ensemble, nous réussirons à faire plier le gouvernement Raffarin !

*Intervention Agir contre la guerre*

## Justice / III

Affaire Cesare Battisti :

En Italie, Mai 68 tourna mal et, durant plus de dix ans, le pays fut secoué par une guerre civile qui ne dit pas son nom, générant des violences de tous bords, du gouvernement, de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Cesare Battisti fut happé par ce conflit, comme des centaines de milliers d'autres jeunes gens. Arrêté en 1979, il s'évada en 1981 et atterrit au Mexique. Il ne se doutait pas, et pour cause, qu'un procès pour homicides allait être ouvert contre lui. En son absence en effet, le tribunal italien réussit le tour de force de le condamner à la prison à perpétuité, sans aucune preuve et sans aucun témoin. Il fut condamné sur les seules paroles de « repentis ». Ces repentis, des accusés achetés qui négocient leur liberté, firent endosser à Cesare Battisti quatre meurtres qu'il n'avait pas commis.

En 1991, protégé par la promesse d'Etat de la France, il se présenta devant la justice de notre pays. Et la Cour d'Appel de Paris le déclara non extradable. C'est à cette date qu'il apprit sa condamnation italienne. Qu'il oublia, persuadé que personne ne pourrait jamais raisonnablement prendre au sérieux les accusations de cette mascarade de justice.

C'était sans compter avec le cynisme de nos gouvernements. En 2002, trente ans après le conflit, les gouvernements italien et français négocièrent les anciens réfugiés italiens à des seules fins politiques et électorales. En février 2004, il y a sept mois, D. Perben fit incarcérer Battisti à la Santé à l'aide d'une fausse plainte et d'une fausse note des RG. Et il força les portes du droit français en faisant juger un homme une deuxième fois pour une même cause. Le 30 juin, la Cour d'Appel de Paris, nouvellement nommée et travaillant sur ordre de l'Etat, n'appliqua pas la loi française. Cette loi exige que tout homme condamné en son absence bénéficie d'un nouveau procès, afin qu'il puisse faire valoir son droit, s'expliquer et se défendre devant ses juges. Qu'ont fait les magistrats de Paris ? Ils ont sciemment brisé la loi. Ils ont, pour la première fois dans l'histoire de la justice, exclu Battisti du droit à un procès équitable, article 6.1 de la Convention des Droits de l'Homme. Un droit qui n'avait jusqu'ici été retiré à personne. Cette exaction permit à ces magistrats, si on peut encore les appeler ainsi, de déclarer Battisti extradable, bafouant la loi, et reniant l'autorité de la chose jugée. Ce 30 juin fut un jour de honte : la promesse d'Etat fut trahie, la loi détruite, l'indépendance de la justice broyée, l'innocence d'un homme ignorée. C'est beaucoup, en un seul jour. C'est notre nouvelle "justice" en action.

On entend dire que Battisti a fui la justice. Mais, quelle justice ? Où cela, une justice ? On entend dire qu'il s'est soustrait à la loi. Mais, quelle loi ? Battisti s'abrite pour pouvoir continuer à combattre le déni de droit. Il s'est soustrait, oui, mais non pas à la loi, mais à l'arbitraire illégal d'un Etat qui a rompu son devoir de justice aux fins de marchandage.

Ce n'est donc pas avec l'affaire Battisti que nous sommes aux prises aujourd'hui, mais bien avec l'affaire Chirac - Perben. Et il est de notre devoir de citoyens de soutenir Battisti de toutes nos forces : pour sauver sa vie, bien sûr. Mais aussi pour que la France retrouve les rails de sa justice perdue.

Car quel est ce pays, la France, qui négocie des vies humaines comme des marchandises ? Qui vend à l'Italie, contre des TGV et des Airbus, des hommes et des femmes qu'elle avait accueillis, et dont les enfants sont nés sur ce sol ? Quel est ce pays où l'on emprisonne un homme grâce à des faux et usages de faux, émis par l'Etat lui-même ? Quel est ce pays où l'on

ose juger un homme une deuxième fois ? Où le Ministre de la justice manipule le droit à sa convenance ? Où l'on déchire nos lois dans une Cour d'Appel formatée ? Est-ce bien la France ? Oui, hélas, mais est-ce celle que nous nous souhaitons ? Un pays où la loi ne nous protège plus des désirs de l'Etat ? Un pays où le Président méprise la séparation des pouvoirs, fondement essentiel de la République dont il est le garant ? Est-ce bien en France que tout ceci s'est passé ? Sur la "terre des droits de l'Homme" ? Et pouvons-nous le laisser faire ?

Aujourd'hui, la majorité des politiques se taisent sur l'affaire Battisti -c'est-à-dire l'affaire Chirac-Perben-, et l'opinion publique est encore -et c'est normal- sous le coup d'une propagande médiatique aussi puissante et féroce que mensongère. Mais ces mensonges ne dureront pas, car les vérités de l'Histoire remontent toujours, tôt ou tard. Ainsi, nous ne sommes pas seuls. L'Histoire est avec nous, et c'est le plus grand allié qui soit : l'Histoire et sa vérité, que nulle force n'a jamais pu enfermer, que nulle propagande n'a jamais vaincue. Cette Histoire remontera. Elle sauvera Cesare Battisti de son cauchemar et de son exil, et ce pays du déshonneur et de l'injustice. Avec elle, avec l'Histoire, nous nous battons, jusqu'au bout.

*Intervention Collectif de soutien à Cesare Battisti*



## Justice / IV

1ère partie :

Jacques Chirac, Charles Pasqua, Jean-Charles Marchiani, Pierre Falcone, Jean-Christophe Mitterrand... et j'en passe.

Tous ces personnages ont été impliqués dans des affaires de corruption, financement occulte des partis, détournement de biens publics... Nous vivons dans un pays où la grande délinquance financière est plus difficile à juger que la petite délinquance. Mais aujourd'hui, tous ces personnages doivent répondre de leurs actes. Aujourd'hui, la justice doit être la même pour tous !

Mais il ne s'agit pas que de la France. Il s'agit aussi de l'Afrique ! ces affaires sont liées à un vaste système de domination et d'exploitation de l'Afrique par la France, impliquant des hommes politiques, services secrets ou grandes entreprises, comme Elf !

Elf finance des guerres civiles dans le seul but de piller les ressources pétrolières de l'Afrique. Total Fina Elf ne doit plus faire la loi !

2ème partie :

Dans de nombreux pays d'Afrique, ce n'est pas seulement le KO social, c'est le KO total !

Depuis les indépendances, la France a installé certaines des plus terribles dictatures dans ses anciennes colonies : complicité de coup d'Etat, fourniture d'armes et de mercenaires, validation d'élections truquées, corruption, pillage des biens publics... ces dictateurs « amis de la France » ont pour nom : Eyadema au Togo, Sassou N'Guesso au Congo, Paul Biya au Cameroun, Idriss Deby au Tchad, Ould Taya en Mauritanie... et j'en passe... Ces dictateurs sont soutenus politiquement par Jacques Chirac, le même qui, aujourd'hui, essaie de se faire passer pour un ardent défenseur des pays les plus pauvres...

Assez de poudre aux yeux ! Assez d'hypocrisie ! assez de double langage !

Contre le néo-colonialisme en Afrique !

Tous contre la Françafrique !

## Justice / V

Souriez-vous-êtes-filmé-es depuis 10 ans lutte contre l'installation des caméras de surveillance dans les lieux privés et publics.

Nous avons voulu participer au KAO-SOCIAL parce que notre résistance contre la vidéosurveillance et la biométrie s'inscrit dans un refus d'une société totalitaire où les droits de chacun se trouvent bafoués, où les inégalités croissent et que seuls "les nantis" pourront accéder à vivre librement.

KAO-SOCIAL représenté par les musiciens, les associations et les syndicats expriment cette volonté d'une autre société plus juste et solidaire.

Nous défendons le Droit à la vie privée, " un droit fondamental qui ne doit pas être sacrifiée dès que les démocraties sont en danger.

Depuis, les attentats du 21 septembre 2001 nous assistons à un renforcement du contrôle de l'individu et en conséquence à la mainmise de toutes nos libertés fondamentales (Charte des Droits de l'Homme...)

Nous voyons émerger des cités " riches " protégées par une vidéosurveillance dite " intelligente " : elle permet de reconnaître et identifier les comportements suspects ou encore les visages des criminels et terroristes. En réalité, c'est la peur de se voir envahi par une population de "pauvres" ou de jeunes... qui pousse une municipalité à installer des caméras de vidéosurveillance.

La présence des caméras ne fait que souligner les frontières choquantes qui découpent ces espaces urbains. Lorsque les inégalités augmentent et se montrent sous un jour aussi cru, il n'est pas étonnant de voir proliférer les mouchards électroniques.

Ce phénomène des caméras de surveillance doit être envisagé à la fois comme le symptôme d'une société dont le ciment social se compose plus de contrôle que de solidarité et comme la preuve que des questions d'ordre éthique se trouvent solutionnées par la technologie plutôt que par le débat démocratique.

Il est donc urgent que des organismes comme les comités de quartiers, le milieu associatif, les universités soient impliqués dans les mécanismes de décision qui mènent au quadrillage de l'espace public. Et que des solutions alternatives puissent être envisagées sérieusement:

Surtout ne l'oublions pas: les caméras de surveillance ne sont pas une fatalité, le Danemark, par exemple, les a mises hors-la-loi.

En région parisienne, dans les lycées du 92, le projet d'installation des caméras a été retiré. Refusons l'installation des caméras, tous les systèmes de traçage électronique et la biométrie...

C'est ensemble, par nos actions et aussi par la désobéissance civile que nous réussirons à faire avancer nos revendications pour une autre Europe plus humaine et sociale.

*Intervention Souriez vous êtes filmé-es*

# Liberté de circulation & d'installation / I

Violences européennes contre les migrants : De la répression à la guerre

L'Union européenne aime les étrangers qui la servent. Elle aime de moins en moins ceux qui ont besoin d'elle – persécutés, défavorisés économiques, chercheurs de modernité, etc. –, a moins qu'ils soient utilisables. L'UE n'est donc pas autant forteresse qu'on le dit parfois. Elle entend sélectionner les migrants qui rapportent.

L'ennui pour l'UE, c'est que le monde ainsi fabriqué par le passé et par le présent fait que des centaines de millions de personnes doivent ou veulent vivre sous d'autres cieux que ceux sous lesquels ils sont nés. La « pression migratoire » met partiellement en échec les politiques de fermeture sélective des frontières. L'arsenal répressif traditionnel ne suffit plus.

Dans l'espoir d'une efficacité supérieure, l'Europe a eu une idée : s'engager, comme n'importe quelle multinationale, dans la sous-traitance et la délocalisation. Une sous-traitance et une délocalisation particulières : celle de l'exercice de la violence à l'encontre des migrants. Tout Etat qui souhaite bénéficier de l'aide de l'Union ou qui aspire à une faveur en matière d'échanges économiques se voit désormais proposer de signer un accord dit « de réadmission ». Il s'engage par là à reprendre ses propres ressortissants en situation irrégulière et tout étranger qui a transité par son territoire avant d'entrer sans titre de séjour ni visa en Europe. D'autres accords imposent à ces « partenaires » de faire purement et simplement la police pour le compte de l'UE.

En apparence, l'Europe garde ainsi des mains à peu près propres. A domicile, elle applique une politique qu'elle juge conforme aux droits de l'homme. Qu'emprisonnements, traitements inhumains et assassinats se multiplient au loin en son nom ne la regarde pas. Qu'importe : son opinion publique ne sait rien.

Dans le catalogue de la délocalisation, il y a un nouveau produit. Tony Blair d'abord l'an dernier, puis Silvio Berlusconi et Gerhard Schröder aujourd'hui plaident en faveur de l'ouverture de camps à la périphérie de l'Europe, où l'on trierait les migrants – qu'ils soient demandeurs d'asile ou demandeurs de mieux-être. Dans ces camps, l'Europe ferait son marché. Bienvenue aux utilisables ; fermeture au nez des autres.

Cet arsenal de lutte contre l'immigration nous fait passer de l'ère de la répression à l'ère de la guerre contre l'immigration, avec son cortège de morts toujours plus nombreux. Et aussi à un autre monde dans lequel l'égalité des êtres humains n'est même plus un principe théorique.

La nouvelle guerre fait des morts. Elle fabrique aussi à la chaîne des étrangers furtifs, ceux qui connaissant la réponse, ne demandent plus rien à personne, privés de tout réel rapport au travail. Invisibles et inconnus, sans doute utiles dans leur situation de super-esclaves. Ils sont là, à côté des travailleurs exploités dans le cadre d'accord internationaux, et de tous les sans-papiers à qui on a refusé le droit au séjour qu'ils avaient demandé

## Liberté de circulation & d'installation / II

Résurgence de l'utilitarisme migratoire : L'institutionnalisation de l'exploitation

12 avril 1803, le livret ouvrier est rendu obligatoire. Ce document, c'est à la fois :

- une mesure de police. L'ouvrier doit le faire viser par le maire chaque fois qu'il désire changer de commune, sous peine d'être considéré comme un vagabond s'il n'est pas en règle ; il y a deux siècles, travail, circulation et installation étaient déjà liés ;
- un moyen de contrôle patronal. Clairement dit : pas de livret, pas de travail. Le salarié est assigné à son lieu de travail, sous l'autorité du maître qui le détient.

Deux siècles plus tard, le « *livret ouvrier* » ressurgit sous une forme nouvelle : les titres de séjour temporaires, dont la durée est strictement limitée à la mission du travailleur. Pire encore l'autorisation de travailler ne vaut que pour un employeur, celui dont le nom figure sur le fameux titre. Imaginez l'ampleur du pouvoir de cet employeur et la dépendance de l'étranger condamné à se taire, quelles que soient ses conditions de travail et de rémunération.

Telle est le statut du travailleur étranger **jetable** qui est mise en place niveau de l'Union européenne. Telle est la réalité aujourd'hui des étrangers perdus dans des chaînes de sous-traitance internationale : Polonais, Roumains, Turcs ou encore Indiens viennent **ici** construire de somptueux navires, envoyés dans le cadre de la dangereuse « libre prestations de services », sous-payés, sans droits sociaux et syndicaux, complètement isolés, virés et renvoyés au pays d'origine aux premières revendications ; d'autres étrangers sont acheminés **là** pour offrir un beau bâtiment au « *plus grand quotidien du soir* ». On les appelle les « *salariés détachés* » ; ils ont pour tout statut celui de précaire et de sans-droits. Ce sont même pas des travailleurs puisque d'hommes, dotés de droits, il n'en est pas question : ils ne sont que force de travail. Ils sont ceux dont se servent les gouvernements et les patronats des pays riches pour une mise en concurrence avec les travailleurs des pays d'accueil dans la perspective d'instaurer une globalisation du précaire. Ils sont les esclaves du 3<sup>ème</sup> millénaire qui alimentent un commerce de la misère, par le biais notamment des agences de recrutement internationales qui ont vu leurs bénéfices exploser ces dernières années. L'union européenne n'est pas la seule à mettre définitivement au point le statut du travailleur jetable, elle collabore activement avec l'Organisation Mondiale du Commerce dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services.

Où est la libre circulation des personnes ? Nulle part ici et là. Pour contourner la fermeture des frontières, on utilise la prestation transfrontalière de services – forcément libre au nom de la mondialisation des échanges économiques – et on a ainsi une réserve de main d'œuvre pour un coût salarial moindre. C'est commode pour les entreprises. Les salariés détachés, marqués à la culotte, qui auront pris le risque fou de se plaindre, seront envoyés sur un autre chantier ou condamnés à venir rejoindre le rang des sans papiers pour une autre forme d'exploitation, « la délocalisation sur place » ; permettant la démantèlement généralisé des droits sociaux et du travail.

C'est ensemble qu'il faut lutter pour exiger :

- la mise en place des mêmes droits économiques et sociaux pour toute personne vivant ou travaillant sur le territoire ;

- la liberté de circulation et d'établissement pour les hommes et les femmes qui sont amenés à venir en Europe, quelles qu'en soient les raisons.

*Intervention Droits Devant !!*

## Logement

-3 minutes-

*Intervention DAL (Droit au logement)*

# Précarité

-4 minutes-

*Intervention AC ! (Agir contre le chômage)*

## Répression du mouvement social / I

L'Etat laisse à la rue des exilés, des demandeurs d'asile, des sans papiers.

Il arrive que des citoyens réagissent et hébergent des étrangers en situation irrégulière.

Il arrive que des associations protègent, domicilient, orientent ces mêmes personnes dites "clandestines"...

Dès lors, ils (citoyens-associations) peuvent être interpellés pour "aide à l'entrée et au séjour de personnes en situation irrégulière" (sur la base du fameux article 21 bis de l'ordonnance de 1945), risquant la prison et des amendes de plusieurs centaines d'euros.

Les autorités :

- 1- refusent clairement d'accueillir et de protéger les étrangers.
- 2- cherchent à museler et à contenir les mouvements citoyens qui ne s'alignent pas.

Récemment , en août dernier, s'est tenu le procès de Jean Claude Lenoir et Charles Frammezelle du Collectif C'sur, condamnés à titre d'exemple pour avoir aidé des étrangers suite à la fermeture du camp de Sangatte. Et ce n'est pas la première fois que la solidarité devient un délit!! Leur condamnation est la porte ouverte à des sanctions plus lourdes et marque encore un pas dans la répression du mouvement social.

L'association de solidarité aux travailleurs immigrés d'Orléans fournit une adresse postale à une centaine de demandeurs d'asile par mois et gère le courrier de plus de 2000 personnes. La mairie, voyant d'un mauvais oeil l'explosion du nombre de demandeurs d'asile, tente de lui couper les vivres, sans toutefois proposer de solutions. Chacun sait pourtant que l'OFPRA n'ouvre pas de dossier au demandeur d'asile qui ne possède pas d'adresse.

Et les exemples ne manquent pas...

Repensons aux passagers de ces vols commerciaux, en direction de Bamako ou de Kinshasa, qui ont protesté contre les expulsions d'étrangers et se sont faits débarquer, mettre en garde à vue ... et condamnés pour "entrave à la circulation d'un aéronef!!" chef d'inculpation absurde. Pas le droit de s'indigner!

Quand l'Etat ne fait rien, le citoyen relaye. Mais il est coupable de relayer.

Quand l'Etat use de pratiques violentes et que le citoyen dénonce : il est encore coupable de réagir.

Asseoir son autorité. Tel paraît être l'ambition du Ministère de l'Intérieur.

La responsabilité de l'Etat est pourtant évidente : en pratiquant la rétention de l'information à l'égard des étrangers, de dissuasion à l'asile, l'éloignement systématique, en traitant les étrangers qui arrivent sur le territoire français en criminels, il devient violent et ne règle rien à la question de l'accueil et de l'immigration.

Nous refusons la contrainte et nous refusons de nous laisser intimider par les poursuites illégitimes à l'encontre des citoyens et des associations.

Nous exigeons :

- 1- que soit revisité l'art 21 bis et que la solidarité ne puisse en aucun cas être sanctionnée par la loi.
- 2- que soit engagé un véritable débat de fond sur le traitement des étrangers et sur la non-politique d'accueil qui leur est réservée.

En mai 2003 déjà, des associations et des personnalités lançaient un appel qu'elles réitèrent aujourd'hui : Si la solidarité est un délit, menottez moi, je suis délinquant.



## Répression du mouvement social / II

-3 minutes-

*Intervention Confédération paysanne/ Faucheurs volontaires*

## Santé / I

Combien coûtent nos vies ?

Il paraît que la santé coûte trop cher. Nous devrions être moins malades, bénéficier de moins de soins, prendre moins de congés maladie : nous lutterions ainsi contre le déficit de la Sécurité sociale. Mais comme nous n'arrivons pas à être moins malades, notamment ceux et celles qui parmi nous sont atteints d'une pathologie aussi grave que le sida, la droite au pouvoir, Philippe Douste-Blazy en tête, prétend nous « responsabiliser » en démantelant la Sécurité sociale.

Les étrangers sans-papiers sont déjà victimes de cette politique qui prétend que la santé est un luxe. Les attaques contre l'aide médicale d'état, le système de protection sociale des étrangers qu'on a rendus « clandestins », ne cessent de se répéter depuis plus de deux ans, détournant un peu plus les personnes les plus fragiles d'un système de prévention, de dépistage et de soins de qualité. Les attaques contre la Sécurité participent de la même logique : faire payer les plus pauvres, compromettre l'accès aux soins de ceux, celles qui en ont le plus besoin.

Il est donc prévu d'imposer un panier de soins et de services qui fait la part belle aux mutuelles privées et aux assurances, spécialistes de la discrimination pour raison de santé ; de remettre en cause la liberté de choix du, de la, médecin ; de mettre à mal le remboursement intégral, à 100 %, des soins liés à une maladie lourde, affection longue durée, comme le sida, le cancer ou le diabète ; ou encore de faire payer à chaque consultation ou chaque acte médical un forfait non remboursable, pour l'instant fixé à un euro.

Cette dernière mesure est sans doute la plus représentative de la politique abjecte de l'UMP.

Faire payer un euro à chaque consultation signifie que les personnes malades ou handicapées devront plus payer que les personnes en bonne santé, quels que soient leurs revenus. Les personnes qui ont plus besoin du système de soins paieront plus. Raffarin, Douste-Blazy et Sarkozy viennent de mettre en place un impôt sur la maladie et le handicap.

Cette « réforme » de la Sécurité sociale doit être combattue. Nous devons nous unir avec nos médecins et nos caisses d'assurance maladie et appeler au boycott des diverses mesures.

Combattez avec nous cette réforme et exigez :

- que l'industrie pharmaceutique, qui expose chaque année des profits indécents, participe, de gré ou de force, au financement d'une assurance maladie pour tous et toutes ;
- que les employeurs, qui ont bénéficié depuis plus de vingt ans d'exonérations toujours plus fortes de cotisations, contribuent réellement au financement de la Sécurité sociale ;
- que les associations de malades soient réellement intégrées aux structures de l'assurance maladie ; notre expertise vaut largement celle des personnes nommées par le gouvernement ou élues par les syndicats ;
- que cessent les attaques contre les prestations dont bénéficient les assurés et les malades ;
- que les sans-papiers soient intégrés à la CMU, et qu'ils, elles, soient régularisés.

## Santé / II

-3 minutes-

*Intervention AMHUF*

Pétition & présentation des KO précédents sur...

**[www.avisdekosocial.org](http://www.avisdekosocial.org)**